L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 18 JUIN 1862

G. P. WEISSE & Co. — No 70, RUE DU CHARTRES, ENTRE CANAL ET ST. LOUIS. — G. P. WEISSE, P. LIBERT, H. DUPUGUE, S. HARRY — EDITEURS-PROPRIETAIRES

Nouvelle-Orléans, MERCREDI MATIN, 18 JUIN.

AVIS AUX ABONNES A LA CAMPAGNE.

Les personnes étant autorisées à remettre des abonnements à la campagne à raison de 25 cents par mois.

Bilan des Nations.

Le *New York World* en extrait de l'ouvrage de la dette qui va grossir les Bilan Unis, en imprimant en *London Economist* des renseignements intéressants sur la dette publique de chacune des grandes nations européennes. Un rapprochement de ce genre ne laisse pas que d'être quelque intérêt, mais il y a, selon nous, l'inconvénient à en tirer que celles de Virtuel.

Valeur, d'abord les chiffres réduits en dollars. La dette de l'Angleterre proprement dite n'a pas augmenté considérablement dans la période qui s'est écoulée de 1857 à 1861, ainsi qu'on peut le voir par le tableau suivant :

	31 déc. 1857.	31 déc. 1861.
Dette consolidée	$3,800,000,385	$3,800,000,385
Dette flottante	68,720,500	77,440,000
Total	$3,868,720,885	$3,877,440,385
	31 déc. 1856.	31 déc. 1861.
Dette consolidée	$3,920,183,025	$3,920,183,025
Dette flottante	77,440,000	77,440,000
Total	$3,997,623,025	$3,997,623,025

Mais il faut ajouter à cette somme la dette de l'Inde qui était, en 1860, de $36,481,225 dans l'Inde et de $146,374,920 en dépôts, ce qui augmente la dette anglaise d'environ 225 millions et portant de la porter en nombres ronds à $4,382,800,300.

La dette consolidée de la France s'est accrue de 1857 à 1861 de 1,250,000,000 à 1,888,638,960, et en 1857 de 1,888,638,960 à 2,549,398,960, ce qui donne une augmentation de 660 millions de piastres ou dix ans. La dette consolidée de ce pays en 1861 peut être portée en nombres ronds à dix milliards de francs. Les statistiques, à laquelle nous empruntons ces chiffres, fait remarquer encore que de 1851 à 1860 il y a eu constamment un déficit, car les dépenses dans une dix années se sont élevées à $3,482,000,000 et les revenus seulement à $3,098,400,000 ; donnant une différence de $744,200,000.

En Autriche, les dépenses dépassent également chaque année les recettes ; de 1857 à 1860 la moyenne a été comme suit :

Recettes	$144,375,000
Dépenses	$197,750,000
Déficit annuel	$53,375,000

Le total de la dette autrichienne au mois d'avril 1860 était de $1,468,000,000. L'année dernière, le déficit a été de 44 millions et demi.

L'Italie a, aujourd'hui, une dette de plus de 800 millions, dont la majeure partie est de création récente ; cette dette s'augmentera encore par suite d'une nécessité politique de la situation, mais c'est un pays plein de ressources et d'avenir.

On n'a que des données assez incertaines sur l'état des finances de la Russie. D'après un livre, publié par M. Ogareff, la dette totale de cette nation en 1861 n'aurait été que de $412,850,000 ; mais il y a une circulation en billets de 530 millions environ, également exigibles.

La Turquie doit $207,500,000 et sa dette s'accroit chaque année.

En récapitulant les dettes de ces diverses nations on trouve un nombre rond de :

Angleterre 1861	$4,382,800,000
France 1861	1,964,800,000
Autriche 1860	1,468,000,000
Italie 1861	411,000,000
Russie 1860	412,000,000
Turquie 1861	207,500,000

En regard de ces chiffres, plaçons ceux de la dette des États-Unis. Suivant M. Simmonds, de Rhode Island, la dette était de 120 millions à l'avènement au pouvoir de l'administration actuelle et au 31 mai, la dette inscrite au livre du trésor était de 530,756,005, mais il croit qu'à la fin de juin elle s'élèvera à 800 millions. M. Powell, de Kentucky, soutient que la dette publique s'élève déjà à 1,200 millions. Ils ne prennent que la plus basse évaluation, il en résulte qu'en dix huit mois de guerre les États Unis auront ajouté à leur dette cent cinquante millions de dollars, c'est-à-dire ainsi sommes à peu près égale à celle de l'accroissement de la dette en France dans une période de dix ans. Il n'y a donc pas comparaison rien de bien consolant ; car la prolongation de la guerre actuelle, c'est l'entreprise d'une guerre contre une puissance étrangère portentat, ou moins de deux ans, la dette des États-Unis se trouvera le la dette de la France.

La raison de ce que le *Times* appelle la végétation de la dette fédérale est facile à saisir, quand on songe que l'entretien d'un soldat en France n'est en temps de paix que de cent piastres et, en temps de guerre, de deux cents, tandis que dans les évaluations faites pour le ministère d'une armée fédérale permanente après la paix, on compte six cents piastres par homme. La même disproportion existe dans les dépenses de la marine.

Enfin, dans les pays européens, il existe un système d'impôts tout établi pour faire face en moins aux neuf dixièmes des dépenses, tandis qu'aux États-Unis on en est encore à chercher un système, et les débats du Sénat que nous avons publiés hier, indiquent les difficultés que présente l'établissement d'une taxe, propre à satisfaire tous les intérêts.

La question n'est pas seulement pour les États Unis de trouver le moyen d'amortir en 20 ou 30 ans, une dette de un milliard ou douze cent mille piécettes, mais il s'agit de créer de nouvelles sources de revenus, suffisantes pour faire face annuellement, aux dépenses qui iront croissant trip'ées par le nouvel état de choses, et en même temps au paiement de l'intérêt de la dette et des annuités d'amortissement. M. Simmons lui-même considère qu'il faut porter le revenu annuel à 250 millions au moins ; or avant 1861, les divers revenus des États Unis n'ont jamais dépassé 80 millions. Telle est la situation, et nous nier les ressources intrinsèques de la république des États Unis, nous croyons qu'il n'y a pas lieu de s'applaudir, comme le fait le *World*, de la prospérité financière qu'il établit.

POLITIQUE EUROPÉENNE. — Un des journaux du Nord les plus autorisées et les plus sérieusement est le *New York Mercury*, feuille hebdomadaire d'une certaine importance et dans la rédaction duquel on reconnaît la main de l'un des autres journaux du dimanche dans les États-Unis. Le *Mercury* s'irrite en peu des bruits d'intervention qui courent dans la presse, bien que ces bruits soient assez fondement nécessaire, et en conséquence condamne lui inspire les lignes suivantes qui n'ont d'autre valeur que celle que nos lecteurs voudront bien leur donner suivant les lumières de leur propre raison :

L'air est plein de nouveaux bruits d'intervention étrangère dans les affaires de ce pays. Pour cette fois, les bruits sont basés sur un article du *Independance Belge*, journal qui est inspiré par personne, dit-on, à corresponde les intentions d'État, et qui annonce les mouvements diplomatiques suivant qu'ils existent pour le moment. Que l'intention soit vraie ou fausse, il ne peut échapper à l'homme d'État de ce pays ou d'Europe que l'intervention serait très mal accueillie aux États Unis. Les deux partis ordonnent à l'ascendant d'une république fédérative, tandis que les démocrates politiques, quelque divisés à leurs propres luttes, ne sont pas moins unis à la perspective de nos ressources. Les États fédéraux ont prétendu constamment que le Sud avait les moyens de maintenir son indépendance, et est persuadé le fait du Nord à vue. Il n'y a pas de doute que la guerre actuelle ne soit une des plus sanglantes qui aient jamais affligé l'humanité, et que les deux partis ne soient également épuisés par les sympathies de l'ancienne européenne ; et si l'Angleterre et la France pouvaient jeter leur épée dans la balance, ce qui ne peut être qu'une question de temps, il est certain que leur choix ne saurait être douteux. Il ne peut exister d'opinion en faveur de la paix, ou compte six cents piastres par homme. Cette assertion est purement imaginaire, et ne repose que sur la fertile imagination de quelques nouvellistes.

De la magnanimité ou de sentiment de justice que l'Angleterre manifeste même d'envers la France. C'est pourquoi on n'entend parler de l'intervention, en aucune part après peut, et on devrait entendre les grandes réglages de cause, que les journaux européens peuvent une fraternité dans leurs vues.

Ces nations ont montré une grande prudence dans leur conduite avec ce pays jusqu'à présent, et elles ne peuvent manquer d'en avoir encore davantage à mesure que la guerre se prolongera. Nos ressources [illegible] ne sont pas [illegible] ; nous [illegible] ; nous [illegible] ; nous